



L'ARMISTICE de juin 1940

«Celui-qui-a-dit-non» n'en pensait pas moins...

par **Pierre Chandelier**

Contrarié que l'armistice n'ait pas été un des chefs de l'accusation lors du procès du maréchal Pétain en 1945, le général De Gaulle a écrit dans ses Mémoires de guerre :

«Pour moi, la faute capitale de Pétain et de son gouvernement c'était d'avoir conclu avec l'ennemi au nom de la France le soi-disant «armistice». Certes, à la date où on l'avait signé, la bataille dans la métropole était indiscutablement perdue. Toutes les fautes que Vichy avait été amené à commettre ensuite... découlaient infailliblement de cette source empoisonnée».

Ce raisonnement n'est correct qu'en apparence.

En effet, comme l'a observé Raymond Aron, après la défaite en 1940, des patriotes devaient demeurer en France pour freiner la collaboration.

Comment auraient-ils pu y parvenir sans l'armistice, c'est-à-dire avec un gauleiter nazi à la tête du pays ou bien, comme l'a écrit le professeur Renouvin,

avec un gouvernement imposé par les Allemands et formé d'hommes décidés à déclarer la guerre à la Grande-Bretagne (1) ?

Ce qui se serait produit, infailliblement, au moment de Mers el-Kébir, lorsque François Mauriac écrivait dans *Le Figaro* : «M. Winston Churchill a dressé pour combien d'années contre l'Angleterre une France unanime ?»

Le 22 juin, pas le 18...

Au contraire, un gouvernement présidé par le vainqueur de Verdun avec comme ministre de la Défense nationale le général Weygand, l'ancien chef d'état-major du maréchal Foch connu pour ses sentiments anti-allemands, avait pu rejeter un ultimatum que le 16 juillet 1940, Hitler lui avait adressé pour exiger l'installation de bases militaires en Afrique du Nord.

(1) *Histoire des relations internationales de 1875 à 1945*, Hachette, 1994.

Parfaite illustration de cette opinion de l'historien allemand Elmar Krautkramer selon lequel :

«Dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, on n'a pas apprécié à sa juste valeur le rôle que la France avait joué entre les deux camps ennemis. Le combat mené par la France et la façon dont elle s'est relevée de sa défaite n'a pas commencé avec l'appel du 18 juin mais tout a débuté - et peut-être avec plus d'efficacité - avec l'armistice de Rethondes et l'utilisation de l'espace libre et de la liberté de manœuvre qui étaient laissés à la France». (2)

Pour qui en douterait, c'est De Gaulle lui-même qui, ailleurs que dans ses Mémoires, a reconnu la nécessité de l'armistice.

Il y a d'abord cette confiance faite en 1947 pendant la «traversée du désert» au colonel Rémy, gaulliste de la première



Signature de l'armistice le 22 juin 1940, par le général Huntziger que l'on voit (en haut, à gauche) arrivant à Rethondes avec l'ambassadeur Léon Noël.

heure, fondateur en août 1940 du premier réseau de renseignements «Confrérie Notre-Dame».

Après avoir été invité à dîner avec une autre personnalité à l'hôtel La Pérouse où le général descendait lorsqu'il se rendait à Paris, Rémy raconte :

«En sortant de table, notre hôte décida de faire un petit tour jusqu'au bois de Boulogne. Pendant notre promenade, la

(2) *Vichy-Alger. 1940-1942*, Economica, 1992.

conversation avait porté sur les affreuses journées de juin 1940. Comme à tous les garçons de ma génération, la figure marmoréenne du maréchal Pétain m'apparaissait avant la défaite nimbée d'un halo de gloire... J'éprouvais à son égard un sentiment de vénération qui m'avait fait ressentir à l'égal d'une brûlure la nouvelle de la signature de l'armistice conclu sous son autorité. Je parlais du prisonnier de l'île d'Yeu avec une sombre amertume quand le général De Gaulle, s'arrêtant dans sa marche, posa sa main sur mon bras comme pour m'inciter à l'attention. «Voyez-vous, Rémy, dit-il, il faut que la France ait toujours deux cordes à son arc. En juin 1940, il lui fallait la corde Pétain aussi bien que la corde De Gaulle». (3)

Il y a ensuite l'initiative du général Odic, commandant en chef des forces aériennes en Afrique du Nord, venu en Angleterre en décembre 1941 dans l'espoir de faire l'union des forces de résistance de Londres, de Vichy et d'Afrique du Nord.

Sa mission était vouée d'avance à l'échec et il quittera Londres non sans avoir reçu du chef de la France libre ce conseil : «N'avouez jamais que l'armistice ne pouvait être évité».

De Gaulle lui-même convaincu

Aucun doute ne peut plus exister sur la pensée du Général lorsqu'on prend connaissance de la lettre qu'il adressa au président Roosevelt en 1941, dans laquelle on lit :

«A supposer la rentrée dans la guerre de l'une ou l'autre des autorités de Vichy en Afrique du Nord, ces régions sont désormais dans leur ensemble trop rapprochées des centres aériens ennemis de Tripolitaine, de Sicile, de Sardaigne, trop directement exposées à une invasion venant de Tripolitaine ou du Maroc espagnol pour qu'on puisse douter que l'ennemi écrasera dans l'œuf tout essai de ce genre». (4)

C'est pour ces raisons que le maréchal Pétain et le général Weygand avaient été partisans de l'armistice «qui n'était qu'une suspension d'armes, un moyen de remettre de l'ordre dans les affaires de la France et de refaire une armée en Afrique en attendant de reprendre

(3) Dix ans avec De Gaulle. 1940-1950, Ed France-Empire, 1971.

(4) Nerin E. Gun, Les secrets des archives américaines, Albin Michel, 1979.

la lutte aux côtés des Alliés le moment venu» (5).

En 1999, les Français découvrirent sur les murs de nos villes de grandes affiches avec ce slogan : «Celui qui a dit Non».

Il s'agissait d'un slogan publicitaire à la gloire du général De Gaulle qui avait dit «Non» à l'armistice.

Henri Amouroux a récemment écrit :

«Aujourd'hui, la nécessité de l'armistice n'est pratiquement pas remise en cause, ce qui bouleverserait De Gaulle». (6)

A vrai dire, il ne serait nullement surpris puisqu'il en était lui-même convaincu.

Pierre Chandelier

[in «PRÉSENT» du 20 juin 2001]

(5) Motifs contenus dans le réquisitoire définitif du procureur général aux fins de non-lieu du chef d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat dans le procès du général Weygand (7 avril 1948).

(6) La page n'est pas encore tournée (page 12).



La colonne Morris du spectacle de Robert Hossein donné en l'an 2000, au Palais des Congrès de Paris

TÉMOIGNAGE

Le Maréchal d'homme à homme avec un syndicaliste

M. Arnaud, délégué du Syndicat des mineurs de la Loire lors de la visite du Maréchal au Puits Couriot, le samedi 1^{er} mars 1941, s'était plaint des restrictions au chef de l'Etat et lui avait demandé de les atténuer en faveur de la classe ouvrière. Le Maréchal lui répondit :

«Je sais que vos conditions de vie sont dures, mais rappelez-vous que la France a été battue, envahie, et que les deux tiers de son territoire sont occupés par les Allemands.

»Au mois de juin, j'ai pris seul la responsabilité de demander l'armistice. Les autres ne voulaient pas. Ils voulaient continuer la guerre. Je me demande avec quoi ils l'auraient faite.

»Les Allemands ont pillé la France, ils nous ont pris notre bétail, nos récoltes, nous laissant à peine de quoi vivre ; et ils ont calculé au plus juste. Si je n'avais pas obtenu l'armistice, les quelques grammes de pain ou de viande que vous avez à l'heure actuelle, vous ne les auriez même pas.

»Au moins ici vous êtes libres et vous travaillez librement ; les Français de la zone occupée ne sont pas libres. Les Allemands ont établi une ligne de démarcation que nul n'a le droit de franchir, sans leur autorisation. Moi-même je n'ai pas le droit de la franchir sans leur permission et je ne veux pas la leur demander.

«Moi, je ne veux plus que mon pays fasse la guerre»

»Quand ils me donnent un ordre que je refuse d'exécuter, ils donnent un tour de vis et rendent plus difficile le passage à travers la ligne. Ils veulent nous entraîner de nouveau à la guerre, moi, je ne veux plus que mon pays fasse la guerre.

»Cette situation durera jusqu'à la paix ; mais pour le moment, il est trop tôt pour parler de paix. Il faut attendre que le conflit entre l'Angleterre et l'Allemagne soit terminé. Et nous ne savons pas si ce conflit ne va pas s'étendre indéfiniment, au lieu de se terminer. Dans ce cas, ce sera la famine générale : je m'y prépare, non pas même à la subir moi-même, mais à empêcher que mon pays la subisse.

»Pour vous y préparer, vous aussi, il faut travailler sans relâche, malgré les restrictions, pour contribuer au relèvement de la France».